

# BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE : PLUS DE RISQUES QUE D'OPPORTUNITÉS

Source : Philippe Charlez, expert énergétique et membre des Bâisseurs de l'UDI.

Nous reprenons ci-après la synthèse d'un colloque organisé à l'Assemblée nationale le 11 avril avant la réunion prévue le 17 avril à Doha (Qatar) entre les principaux pays producteurs de pétrole, membres et non-membres de l'OPEP, pour tenter de stabiliser la production pétrolière et soutenir les prix du brut, plombés par une surabondance d'offre et une réduction de la demande. Elle est signée Philippe Charlez.

Le colloque était organisé par Hervé Morin et Louis Giscard d'Estaing, dans le cadre de leurs *think-tanks* respectifs, « les Bâisseurs de l'UDI » et « les-idés.fr », avec la participation de Kamel Ben Naceur, directeur des Perspectives énergétiques à l'Agence internationale de l'énergie, ministre tunisien de l'Énergie en 2014-2015, Dominique Bouvier, président du GEP-AFTP, Marie-Claire Aoun, directrice du Centre Énergie de l'IFRI, Sophie Méritet, maître de conférence au Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières (CGEMP) de Paris Dauphine, et Romain Noyon, directeur au sein du groupe Noyon, présent notamment dans le transport, l'entreposage, le déménagement et l'informatique. Le débat était animé par Philippe Charlez, expert énergie auprès des Bâisseurs de l'UDI.

## La fin d'une énergie quasi gratuite

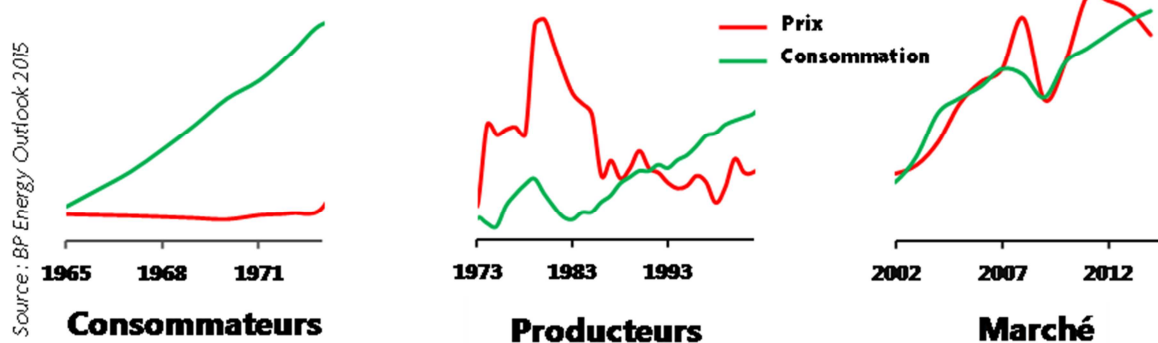
« Les prix du pétrole, cela m'évoque l'automne 1973 et ses dimanches sans voiture. Jusqu'à ce premier choc pétrolier, personne ne parlait des prix du pétrole, qui avaient été imposés depuis toujours par les pays consommateurs », se souvient Philippe Charlez. Malgré une augmentation de la demande de 6 % par an, le prix était resté constant, à 1 dollar. Durant ces fameuses « trente glorieuses », nous avons construit une croissance économique de 5 % par an sur base d'une énergie quasi gratuite.

Mais, à partir de 1974, les producteurs vont imposer aux consommateurs des prix bien supérieurs qu'ils réguleront *via* les quotas de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). En un clic, la croissance sera érodée, augurant pour les pays consommateurs dette publique et chômage de masse.

Pourtant, comme l'indique Philippe Charlez, « ce règne des producteurs ne durera pas puisqu'au début des années 2000, c'est le marché qui va s'imposer et mettre d'accord producteurs et consommateurs. L'or noir devient une commodité répondant à loi l'offre et à la demande ».

## BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE : PLUS DE RISQUES QUE D'OPPORTUNITÉS

Les trois grandes périodes pétrolières : règne des consommateurs, règne des producteurs, règne du marché



## Une offre surabondante et une demande atone

Pour Kamel Ben Naceur, directeur des Perspectives énergétiques de l'Agence internationale de l'énergie, « la baisse spectaculaire des cours entre fin 2014 et début 2016 s'inscrit dans cette nouvelle logique ». Cette baisse de la demande a fait suite à une décélération de la croissance mondiale et à l'abondance d'offre résultant de l'arrivée sur les marchés de 6 millions de barils par jour de pétrole de schiste américain. D'autant plus que cette production s'avère beaucoup plus résiliente que prévu malgré une baisse spectaculaire de l'activité depuis un an. L'offre, précise M. Ben Naceur, « excède aujourd'hui la demande de près de 2 millions de barils/jour, ce qui a nécessité de stocker depuis début 2015 près d'un milliard de barils ».

Face à cette situation, l'OPEP dispose en théorie d'un levier de 30 millions de barils/jour pour tenter de réguler les marchés. Mais, compte tenu de l'hétérogénéité de leurs situations financières, de leurs coûts de production, du prix d'équilibre de leurs budgets et de considérations géopolitiques, ses membres ne sont pas parvenus à se mettre d'accord pour partager la réduction des quotas. Il suffirait pourtant qu'à Doha chacun réduise sa production de moins de 5 %. Pas simple, d'autant plus que les décisions de l'OPEP se prennent à l'unanimité ! En conséquence, ce sont les 6 millions de baril/jour de schiste américains et non les 30 millions de baril/jour de l'OPEP qui régulent aujourd'hui les prix.

Ces pétroles de schistes américains pourraient-ils pour autant jouer au cours des prochaines années le rôle de *swing producer* et faire osciller les prix de l'or noir entre 30 \$ et 70 \$ ? Selon Kamel Ben Naceur, « il faudrait un baril durablement à 50 \$ pour que les investissements américains, qui ont été réduits de 40 % en 2015, redémarrent ». Et, même dans ce cas favorable, il n'est pas certain que les indépendants américains aujourd'hui fortement endettés puissent lever auprès des banques les capitaux nécessaires. D'autant plus que l'Iran et la Lybie sous-produisent par rapport à leurs capacités. Leur retour sur les marchés pourrait accentuer l'abondance d'offre et empêcher les prix de remonter. Mais, selon l'ancien ministre tunisien de l'Énergie, « une décroissance durable des investissements pourrait aussi faire chuter la production au point de rompre l'équilibre offre demande et induire des hausses incontrôlées de prix ».

## Des risques géopolitiques majeurs

Marie-Claire Aoun, directrice du Centre Énergie de l'IFRI, se dit « inquiète de la situation des pays producteurs de pétrole qui est devenue très préoccupante ». Les revenus des économies de rente peu diversifiées des pays de l'OPEP ont baissé de près de 60 % entre 2012 et 2015. Parmi eux, les pétromonarchies du Golfe, qui bénéficient de coûts d'exploitation beaucoup plus faibles, sont moins vulnérables que le Venezuela, l'Angola ou le Nigeria.

Par ailleurs, bien qu'avec un baril à 40 \$, l'Arabie saoudite soit loin d'équilibrer son budget, elle peut, grâce à ses réserves financières de plus de 600 milliards de dollars, faire durer la situation plus

**BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE : PLUS DE RISQUES QUE D'OPPORTUNITÉS**

longtemps que les autres. Le royaume wahhabite a quand même dû effectuer des coupes drastiques dans ses dépenses et parle même de privatiser partiellement Saudi Aramco, dont la valeur boursière dépasserait les 1 000 milliards de dollars.

Pendant ce temps, « *l'effondrement des prix est en train de fragiliser de grands pays pétroliers comme l'Algérie et le Nigeria, dont la rente pétrolière permettait d'acheter la paix sociale* », souligne Mme Aoun. En Algérie, les réserves en devises fondent et, face à un taux de chômage en hausse et aux coupures successives des dépenses budgétaires, la contestation gronde. La déstabilisation économique de ces géants africains pourrait permettre aux réseaux islamiques d'étendre leur main tentaculaire sur l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

**Davantage un effet d'aubaine pour l'Europe et la France**

« *Plus de quarante années ont passé et pourtant le premier choc pétrolier n'est toujours pas soldé* », précise Philippe Charlez. La dette souveraine de l'Europe qui, en 2014, atteignait 10 000 milliards d'euros, se corrèle parfaitement à sa facture pétrolière qui, sur la période 1987-2014, s'élève à 7 500 milliards d'euros.

La baisse des prix va-t-elle pour autant relancer l'activité et réduire le chômage ? Pour Sophie Méritet, maître de conférences en économie de l'énergie à Paris-Dauphine, « *la corrélation entre baisse des prix et relance de l'activité est plus compliquée que cela n'y paraît* ». Si cela représente un avantage pour certains secteurs de l'industrie lourde et des services (les transports notamment), d'autres filières fortement exportatrices vers les pays producteurs comme le parapétrolier, l'industrie de l'armement, le luxe ou l'agro-alimentaire sont touchées négativement par cet effondrement des cours. Mme Méritet voit cette chute davantage « *comme un effet d'aubaine que comme une opportunité en termes d'emplois, au moins à court terme* ». L'économiste alerte aussi sur le risque déflationniste résultant d'un maintien aussi bas des prix de l'énergie.

Romain Noyon, chef d'une entreprise implantée en Normandie et présente dans les secteurs du transport, de l'entreposage et du déménagement, confirme cet effet d'aubaine, dans un secteur où le prix de l'énergie représente 10 % des coûts opératoires. « *La baisse des cours des carburants améliorera la productivité, la rentabilité ainsi que la trésorerie, qui fait défaut à de nombreuses entreprises du transport. Les gains de compétitivité à court et moyen terme nous permettront d'investir dans des domaines qui avaient été négligés, comme l'informatique, le renouvellement des flottes de camions, la formation, le marketing et les infrastructures* », précise M. Noyon.

Sur la question de savoir si la chute des prix du pétrole va ralentir la transition énergétique, Sophie Méritet se veut très prudente. Selon elle, « *les investissements dans les énergies renouvelables n'ont jamais été aussi élevés qu'en 2014. Par ailleurs, le pétrole, qui est essentiellement utilisé dans les transports et l'industrie pétrochimique mais très peu dans la génération électrique, n'est pas, contrairement au gaz, au nucléaire ou au charbon, un concurrent direct des renouvelables* ».

En rendant le gaz européen, dont les prix sont indexés sur le pétrole, plus compétitif que le charbon et le nucléaire, la baisse des prix du pétrole pourrait, au contraire, accélérer la transition énergétique vers un modèle où les renouvelables s'appuieraient sur le gaz. Par contre, des carburants plus économiques peuvent entraîner un relâchement des bonnes pratiques individuelles et pénaliser la filière des véhicules électriques et hybrides, plus coûteux à l'achat que les véhicules diesel ou à essence.

**BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE : PLUS DE RISQUES QUE D'OPPORTUNITÉS****Une industrie parapétrolière qui souffre**

Les faibles prix du pétrole ont fortement affecté l'activité dans certains secteurs directement liés à la production pétrolière. Dominique Bouvier, Président du GEP-AFTP, a travaillé durant de nombreuses années dans cette industrie qu'il connaît bien. Car, rappelle-t-il, « *si la France ne produit ni pétrole, ni gaz, elle possède une industrie parapétrolière de réputation mondiale, composée de noms prestigieux comme Vallourec, Technip ou la Compagnie Générale de Géophysique, mais aussi de nombreuses PME. Le parapétrolier français emploie 66 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 41 milliards d'euros* ». Et ce secteur souffre énormément, son carnet de commande s'étant réduit de près de 50 %. Pour M. Bouvier, « *la survie de cette filière d'excellence passe par une démarche commerciale proactive dans les pays pétroliers mais aussi par une optimisation des coûts opérationnels qui avaient dérapé quand le prix du baril avait atteint des sommets. Ces entreprises tentent également de se diversifier en investissant de plus en plus dans les renouvelables. Leur expertise jouera un rôle essentiel dans la transition énergétique et le GEP-AFTP, qui rassemble près de 250 entreprises implantées en France, sera un maillon essentiel de cette démarche intégrée* ».

Note : Philippe Charlez est par ailleurs conseiller technique senior Exploration & Production, Total